

Bonjour à tous !

La lutte continue !

Le 1er mai est une journée de lutte et de solidarité internationale des travailleurs.

Le 1er mai est né aux États-Unis des luttes des travailleurs de Chicago pour l'obtention de la journée de huit heures et de la répression qui s'en est suivie en 1886.

La Deuxième Internationale Socialiste l'instaure comme une manifestation internationale des travailleurs en 1889.

La naissance du 1er mai est donc marquée par la lutte syndicale, la revendication d'une amélioration de la condition salariale, les valeurs de solidarité internationale.

L'origine du 1er mai remonte à 1886, quand des ouvriers à Chicago se sont mis en grève pour demander, entre autre, une réduction de leur temps de travail, l'action a dégénéré en affrontements et a coûté la vie à plusieurs ouvriers. Le mouvement ouvrier international a alors décidé en 1889 de faire du 1er mai une journée revendicative internationale, avec pour objets centraux la question du temps de travail et la journée de 8 heures. En souvenir de ce succès, les syndicats européens, quelques années plus tard, instituent une «journée internationale des travailleurs» destinée à se renouveler tous les 1er mai.

En France, dès 1890, les manifestants du 1er mai ont pris l'habitude de défiler en portant à la boutonnière un triangle rouge. Celui-ci est quelques années plus tard remplacé par la fleur d'églantine. En 1907, à Paris, le muguet, symbole du printemps en Île-de-France, remplace cette dernière. Le brin de muguet est porté à la boutonnière avec un ruban rouge.

Le 23 avril 1919, le Sénat français ratifie la journée de huit heures et fait du 1er mai suivant, à titre exceptionnel, une journée chômée.

Les manifestations du 1er mai 1936 prennent une résonance particulière car elles surviennent deux jours avant le deuxième tour des élections législatives qui vont consacrer la victoire du Front populaire.

Pour les organisations syndicales, le 1^{er} mai a toujours un sens de revendication sociale et demeure une journée de manifestation.

Les valeurs de fraternité, de solidarité de justice sociale de démocratie portées par les organisations syndicales pendant cette journée sont aujourd'hui remis en cause par les politiques libérales menées et par notamment un parti d'extrême droite qui se dit du côté des travailleurs mais protège ceux qui sont aujourd'hui à l'origine de la situation sociale dans laquelle nous sommes.

Cette journée garde tout son sens et sa symbolique au regard des mobilisations importantes dans tout le pays en ce moment et de leurs motivations

Depuis près de deux mois maintenant, salariés, jeunes, privés d'emploi, retraités répondent à l'appel des organisations de jeunesse et syndicales pour exiger le retrait du projet de loi travail.

Mais pas seulement. Il faut un droit du travail du 21ème siècle sécurisant l'ensemble du monde du travail, offrant aux jeunes et aux moins jeunes de ce pays un avenir autre que la précarité généralisée.

Qui peut croire aujourd'hui que la précarité et la pauvreté seraient bénéfiques pour nous et notre société ?

Les salariés ne sont pas dupes au regard du niveau des mobilisations et des sondages dans lesquels 70% se prononcent contre le projet.

Les manifestations et les grèves se sont poursuivies malgré la période de vacances scolaires ; la mobilisation est désormais ancrée dans le pays.

Elle s'étend à l'ensemble des secteurs professionnels dans lesquels la majorité des salariés comprennent bien aujourd'hui l'enjeu que sont ces régressions sociales en préparation, particulièrement à travers le projet de loi portée par la ministre du travail.

La mobilisation unitaire des cheminots porte le refus d'une convention collective du ferroviaire, porteuse de nivellement par le bas des garanties collectives de tous les salariés du secteur.

Celle en cours aussi dans le secteur du social porte cette même exigence.

Les salariés de ces deux secteurs ne sont pas les seuls. Le patronat met en œuvre ces attaques contre les travailleurs et leurs familles dans d'autres branches professionnelles.

Cela illustre ce qui attend tous les salariés de ce pays si le projet de loi « Travail » allait à son terme.

Le 28 avril dernier les manifestants, partout en France, ont réaffirmé une nouvelle fois qu'ils restaient bien déterminés à poursuivre la lutte tant que le gouvernement et le patronat n'entendraient pas la rue, et ce malgré la désinformation distillée par les medias, chiens de garde du capital, et les matraques dans plusieurs villes de France.

A ce sujet nous, nous condamnons fermement les arrestations, les gardes à vue sommaires, tout autant que les comparutions immédiates, symbole d'une justice expéditive. Nous exprimons toute notre solidarité envers les militants, arrêtés alors qu'ils exerçaient légitimement leur droit à manifester.

Nous exigeons l'abandon immédiat des poursuites judiciaires !

Nous rappelons que les pouvoirs publics, garants de l'Etat de droit, doivent assurer la protection de toutes et tous et doivent permettre à celles et ceux qui le souhaitent de manifester dans de bonnes conditions.

Eh oh Hollande et Gattaz, votre projet de « loi travail », que nous pouvons renommer projet de loi pour le capital, pour la précarité généralisée et pour l'asservissement des travailleurs, n'est ni amendable ni négociable. IL doit être retiré.

Mais les raisons des mobilisations actuelles vont bien au-delà du projet de loi Travail. Elles trouvent leur origine dans les résultats de politiques libérales injustes, allant à l'encontre du progrès social, en cours depuis plusieurs décennies.

Hollande, Gattaz et leurs prédécesseurs nous rabâchent qu'il faut se serrer la ceinture et mènent leurs actions et leurs politiques dans ce sens sans autre résultat que la dégradation de nos qualités de vie, de nos conditions de travail, de la solidarité et du « vivre ensemble ».

Leurs politiques consistent à chaque fois à faire culpabiliser et à faire payer ceux qui n'ont que le fruit de leur travail comme revenu.

Le problème n'est pas que nous serions trop payés (cela nous le saurions) ou que nous ne travaillerions pas assez longtemps (comment est-ce possible avec autant de personnes privé d'emploi ?).

Les récents chiffres publiés sont sans appel. Les dividendes versés aux actionnaires restent à un niveau très haut et progressent même ! Par contre les investissements et les salaires, eux, reculent.

Aujourd'hui un salarié travaille plus de six semaines pour rémunérer les actionnaires, alors qu'il le faisait en deux semaines il y a trente ans.

A l'échelle de la planète, 80 individus détiennent autant de patrimoine que les 3,5 milliards les plus pauvres !

Le problème pour les travailleurs, l'humanité et la planète c'est donc bien le capital et son coût.

La solution pour sortir de la situation dans laquelle nous sommes, c'est de s'y attaquer.

Face aux échecs des politiques d'austérité et aux dégâts économiques et sociaux qu'elles entraînent, les travailleur-euses s'y emploient en résistant et investissant leurs entreprises et la rue pour dénoncer la destruction de nos conquies sociaux et exiger que soit mis en œuvre une toute autre politique porteuse de progrès social.

Le 3 mai va s'ouvrir le débat parlementaire, qui se poursuivra pendant plusieurs semaines. Ce 3 mai les organisations syndicales prendront la parole publiquement pour exiger des parlementaires réunis à l'assemblée nationale le retrait du projet de loi et faire entendre revendications.

En ce e 1^{er} mai, journée internationale des travailleurs, la CGT et la FSU appellent l'ensemble des salariés, jeunes, privés d'emploi et retraités à s'unir, faire converger les luttes, partager, faire vivre les solidarités, s'organiser et lutter pour gagner le retrait du projet loi travail et pour imposer d'autres choix favorisant une juste répartition des richesses et le progrès social.